

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2018

CHAPITRE 21

MINISTERE DU COMMERCE

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 286: DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	12
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	14
2.2.	PROGRAMME 287: RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR	20
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	21
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	22
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	24
2.3.	PROGRAMME 288: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE	28
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	29
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	29
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	30
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	31
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	42

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	43
3.2.	LEÇONS APPRISES	43
3.3.	PERSPECTIVES	44

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Les objectifs du Gouvernement en matière de développement du commerce consistent, au plan du commerce interne, à assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur, dans des conditions de concurrence saine et, au plan du commerce international, à développer, promouvoir et contribuer à diversifier avec l'extérieur, les échanges de biens et services à forte valeur ajoutée (**DSCE paragraphe 224, page 69**).

De manière plus explicite, il est question :

- de s'inscrire dans une dynamique de renforcement de l'intégration régionale et sous régionale ;
- d'accroître le volume des exportations aussi bien vers les marchés traditionnels (Europe et Etats-Unis), que vers ceux des pays émergents ;
- de renforcer la lutte contre le commerce illicite ;
- de promouvoir l'équité dans les transactions commerciales.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Conformément au Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministère du Commerce est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine du commerce.

A ce titre, il est chargé :

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies de promotion des produits camerounais ;
- de l'élaboration de la réglementation en matière de prix et du suivi de son application en liaison avec les Administrations concernées ;
- de la régulation des approvisionnements des produits de grande consommation en relation avec les Administrations concernées ;
- de la recherche de nouveaux marchés pour les produits camerounais ;
- de la promotion et de la défense d'un label de qualité pour les produits destinés au marché local et à l'exportation ;
- de la promotion et du contrôle de la saine concurrence ;
- de la négociation et du suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures ;
- de la promotion de la compétitivité des produits camerounais sur les marchés étrangers ;
- de l'application des sanctions administratives en cas de fraude ou de non-respect des normes fixées sans préjudice des attributions dévolues aux autres Départements ministériels concernés ;
- de l'organisation et de la supervision des foires commerciales ;
- du suivi du commerce international des matières premières et des produits dérivés en liaison avec les Départements ministériels et les Organismes concernés ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'importation, en liaison avec les

Administrations concernées ;

- du suivi de l'inflation en relation avec les Administrations concernées ;
- du suivi des circuits de conservation et de distribution des produits de grande consommation ;
- du suivi de l'élaboration et de l'application des normes des instruments de mesure et de contrôle de qualité en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi des relations avec les Organisations internationales œuvrant dans le domaine du commerce international en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi de l'élaboration ou de l'homologation des normes de présentation, de conservation et de distribution des produits de grande consommation et du respect de ces normes par les opérateurs économiques en relation avec les Administrations concernées ;
- du suivi des négociations commerciales avec l'Union Européenne en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il assure la liaison entre le Gouvernement et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Il exerce la tutelle technique sur :

- la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation (MIRAP) dont les principales missions sont : (i) de constituer des stocks de sécurité, (ii) de procéder à la mise en place des magasins-témoins de vente de produits de grande consommation et à la collecte sur le territoire nationale, des denrées soit directement, soit par l'intermédiaire de prestataires, (iii) d'assurer le financement des opérations relatives à l'achat, aux importations et au stockage des produits concernés, (iv) d'animer les marchés périodiques et les marchés forains.
- la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) qui a pour mission principale, de réguler les prix des hydrocarbures sur l'ensemble du territoire national au travers de la prise en charge partielle ou totale des augmentations des prix desdits produits dans la mesure de ses disponibilités financières ;
- l'Office National du Cacao et du Café (ONCC) qui encadre et supervise les filières Cacao et Café en mettant l'accent sur la qualité du produit à toutes les étapes : de la plantation au produit fini.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Le développement des échanges commerciaux a été influencé aux plans intérieur et extérieur, par la persistance ou la survenance de phénomènes structurels et conjoncturels

Sur le plan structurel, il y a lieu de relever que :

- la porosité des frontières a favorisé, par le phénomène de la contrebande, la forte présence des produits contrefaisants et impropres à la consommation sur le marché domestique, toutes choses qui ont entraîné une augmentation des interventions des unités en charge des contrôles et de la répression des fraudes ;
- l'insuffisance de l'offre des produits locaux a nécessité la tenue de concertations quasi permanentes avec les acteurs de la chaîne de distribution et une mobilisation accrue des

structures d'alerte et des brigades de répression des fraudes;

- le faible taux de bancarisation et l'utilisation encore peu répandue des nouveaux modes de paiement dans les transactions, ainsi que le problème d'adressage des villes n'ont pas permis de porter au niveau souhaité, le développement des échanges commerciaux par voie électronique ;
- l'insuffisance de la logistique nécessaire à la constitution des stocks régulateurs n'a pas permis à la MIRAP de disposer des réserves lui permettant le cas échéant, de pallier rapidement aux défaillances de la distribution des produits de grande consommation.

Sur le plan conjoncturel, il importe de souligner que :

- la persistance de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où se trouvent d'importantes zones de production agricole et la plus grande entreprise agro-industrielle nationale, a davantage accentué le déficit de la production domestique et induit un accroissement des importations frauduleuses ;
- le ralentissement de l'évolution de la production industrielle mondiale et du volume des échanges de marchandises a limité sur les marchés étrangers, la croissance de la valeur des matières premières qui constituent nos principaux produits d'exportation. Conjugée à la hausse des importations, cette situation a aggravé le déficit de la balance commerciale.
- la signature le 21 mars 2018 à Kigali au RWANDA par 44 pays dont le Cameroun, de l'accord instituant la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC), a automatiquement induit un accroissement des opérations et des missions de sensibilisation des acteurs de l'appareil d'exportation;
- le lancement officiel, le 06 mars 2018, de CAMEROON TRADE PORTAL, le site intégré de l'information commerciale qui permet à notre pays de franchir une étape décisive dans la facilitation des transactions avec l'étranger, et qui pour sa mise en route, a nécessité plusieurs échanges avec les acteurs du commerce extérieur.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018

RAS

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 286

DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Responsable du programme

MOTOMBY JOSEPH NDUMBE

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Programme n° 286 intitulé « **développement des exportations** », a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer des investissements étrangers. Il comporte quatre (4) actions à savoir :

-Le programme de développement des exportations s'articule autour des quatre (04) actions ci-après:

- consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels ;
- création des conditions pour la pénétration des marchés émergents ;
- élargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-Région Afrique Centrale (CEMAC et CEEAC) et le reste du continent ;
- pénétration du marché américain..

Placé sous la responsabilité de **Monsieur MOTOMBY Joseph NDUMBE**, Directeur du Commerce Extérieur, ce programme s'appuie pour sa mise en œuvre, sur un certain nombre de partenaires au rang desquels, les producteurs agricoles, artisanaux et industriels qui assurent une part essentielle des exportations.

OBJECTIF	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux et conquérir de nouveaux marchés	
Indicateur	Intitulé:	Proportion des opérateurs ayant exporté au terme de leur participation aux JEC ou foires, sous l'égide du MINCOMMERCE
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	18.5
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	25.0
	Année cible:	2018
Indicateur	Intitulé:	Part des exportations des entreprises ayant participé aux JEC ou foires, sous l'égide du MINCOMMERCE
	Unité de mesure	
	Valeur de référence:	12.279999732971191
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	25.0
	Année cible:	2018
Indicateur	Intitulé:	Proportion des opérateurs bénéficiaires des agréments au régime préférentiel CEMAC et/ou CEEAC ayant exporté
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	48.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	50.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 417 733 000	CP 417 733 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MOTOMBY JOSEPH NDUMBE,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme de Développement des Exportations a été influencée par :

- la porosité des frontières et ses effets sur la contrebande et la forte présence des produits contrefaisants et des produits impropres à la consommation sur le marché domestique ;
 - l'insuffisance de l'offre des produits locaux ;
 - la faible structuration des filières ;
 - le faible taux de bancarisation et l'utilisation encore peu répandue des nouveaux modes de paiement dans les transactions commerciales ;
 - la signature par 44 pays dont le Cameroun, de l'accord instituant la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC), le 21 mars 2018 à Kigali au RWANDA ;
 - le lancement officiel, le 06 mars 2018, de CAMEROON TRADE PORTAL, le site intégré de l'information commerciale qui permet à notre pays de franchir une étape décisive dans la facilitation des échanges ;
 - la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où se trouvent d'importantes zones de production agricole et la plus grande entreprise agro-industrielle nationale ;
 - la stabilité de la croissance mondiale à 3,1 %, sous l'effet conjugué de l'accélération de la politique budgétaire aux États-Unis d'Amérique et de la décélération observée dans d'autres grandes économies
 - le ralentissement de la croissance de la production industrielle mondiale et du volume des échanges de marchandises, dans les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires ;
 - la pénible croissance de l'industrie et la faible production de la valeur ajoutée qui en a résulté ;
- la difficile absorption de nouveaux arrivants sur le marché du travail, cause de la baisse du pouvoir d'achat.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	I1 : 29,79% I2 : 47,75% I3 : 12,77%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	I1= 173,29% ; I2= 12,5% ; I3= 3,83%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 279 161 147	CP 279 161 147
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 138 571 853	Ecart CP 138 571 853
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 279 161 147	CP 279 161 147
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES	Le programme est articulé autour de l'orientation des exportations, et l'évaluation de son niveau de mise en œuvre s'effectue sur la base des résultats obtenus au terme des participations des	

RESSOURCES	opérateurs économiques aux foires dans les pays ciblés. Eu égard aux ressources budgétaires disponibles, l'accent a été essentiellement mis sur l'Afrique Centrale et le reste du continent africain, avec pour principale conséquence un dépassement de la cible dont l'estimation avait été sous-estimée. Au niveau du premier indicateur, le taux de réalisation de la cible supérieur à 100% peut se justifier par le fait que la plupart des entreprises locales ayant pris part aux foires dans les pays africains sous l'égide du MINCOMMERCE y commercialisaient déjà leurs produits. Aussi, la valeur cible en 2018 avait été sous-estimée. Au niveau du troisième indicateur, la valeur du taux de réalisation de la cible se justifie par l'insuffisance des disponibilités budgétaires qui n'ont pas permis d'accompagner les entreprises locales lors des manifestations foraines organisées hors de l'Afrique.
PERSPECTIVES 2019	L'amélioration des performances futures du programme passe nécessairement par une refonte complète de sa cartographie qui devra s'articuler autour des quatre (04) actions suivantes : - encadrement des entreprises à l'exportation ; - développement des infrastructures du commerce transfrontalier ; - promotion des produits camerounais à l'étranger ; - développement de l'intelligence commerciale.

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

La performance détaillée du programme ressort dans les réalisations des actions suivantes:

Action 03 CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)

Pour la période sous revue, la réalisation de cette action s'est limitée aux tâches courantes de la représentation commerciale du Cameroun à Bruxelles.

OBJECTIF	Renforcer la présence des produits Camerounais sur les marchés traditionnels							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des opérateurs ayant exporté vers les marchés traditionnels au terme de leur participation aux JEC ou foires dans les pays cibles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE I1 : 0,0%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		18.5					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		25.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		I1 : 0,0%					
Indicateur	Intitulé:		Part des exportations vers les marchés traditionnels des entreprises ayant pris part aux JEC ou foires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE I2 :0,0%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		12.279999732971191					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		25.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		I2 :0,0%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	36 000 000	36 000 000	35 500 000	35 500 000	35 500 000	35 500 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Bien qu'aucune activité de promotion n'ait été programmée dans un pays de l'Union Européenne, l'activité diplomatique y a été menée, dans un contexte économique relativement morose marqué par : - une stagnation du niveau du chômage qui a oscillé entre 8,1 % et 8,6% ; - une taux d'inflation, passède 1,2% à 2% ; - une croissance en recul, parti de 2,5% à 1,6% ; une production industrielle alternant des périodes de fortes baisses et de légères hausses.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les taux de réalisation nul des indicateurs en 2018, se justifie par le fait qu'il n'a été programmé pour ledit exercice, aucune manifestation promotionnelle ou toute autre activité d'envergure spécifiquement dédiée à la conquête du marché de l'Union Européenne. Du fait de l'indisponibilité des ressources financières, aucune activité de ce type n'a été programmée dans lesdits pays en 2018.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Pour la période sous revue, la réalisation de cette action s'est limitée aux tâches courantes de la représentation commerciale du Cameroun à Bruxelles							

Perspectives 2019	Pour améliorer les performances futures du Ministère du Commerce, il est prévu la programmation, la réalisation et l'évaluation des projets suivants: - mise sur pied des centres d'excellence d'accompagnement pour l'arrimage des exportations camerounaises aux exigences des marchés extérieurs ; - mise à niveau du Laboratoire d'Analyse du cacao et du café aux Standards Internationaux ; - construction des centres de stockage pour les produits périssables ; - acquisition des équipements informatiques et des sources autonomes de production d'énergie ou des sources d'énergies renouvelables pour la dématérialisation des procédures d'inscription au fichier import/export ; - mise en place d'un dispositif de surveillance au débarquement des produits à l'exportation ; - développement d'une Filière Cacao Fin au Cameroun ; - développement d'une Filière Specialty Coffee au Cameroun ; - mise en place des points de consommation des produits camerounais à l'étranger ; - mise en place d'un système de veille commerciale ; - mise en place d'un dispositif de maîtrise et de diffusion des informations des Filières.
-------------------	--

Action 04 CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)

Le taux de réalisation nul, malgré la consommation des crédits, s'explique par le fait les indicateurs ne mesurent que l'effet des participations aux foires à l'extérieur.

OBJECTIF	Conquérir de nouveaux débouchés dans les pays émergents							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des opérateurs ayant exporté vers les marchés émergents au terme de leur participation aux JEC ou foires dans les pays cibles					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	16.0					I1 : 00%	
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	25.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	I1 : 0,0%						
Indicateur	Intitulé:	Part des exportations vers les marchés émergents des entreprises ayant pris part aux JEC ou foires					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	0.4699999988079071					I2 : 0,0%	
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	0.550000011920929						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	I2 : 0,0%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Participation du Chef de l'Etat au 3^{ème} Forum sur la Coopération sino-africaine, qui s'est déroulé les 03 et 04 septembre 2018 à Pékin. Le PIB agrégé des 18 principales économies émergentes a augmenté de 5% en 2018 contre 6% en 2017, et le facteur déterminant de cette dégradation a été la dépréciation générale des devises desdits pays face au dollar. Ces pressions baissières sur les devises et la résurgence de l'inflation ont entraîné dans les pays concernés, à l'exception de la Chine et de l'Inde, un durcissement des politiques monétaires qui a impacté les échanges commerciaux avec ces pays.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	01 rapport d'étude sur les profils pays a été réalisé. Dans le cadre des préparatifs de la participation des opérateurs économiques camerounais à l'Exposition Universel 2020 à DUBAÏ, 04 réunions ont été organisées et se sont effectivement tenues. 23 représentants des administrations publiques et du secteur privé y ont pris part.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les taux de réalisation nuls s'expliquent par le fait que le calcul des indicateurs repose uniquement sur la participation des opérateurs économiques aux manifestations promotionnelles dans les pays émergents. Or, du fait de l'indisponibilité des ressources financières, aucune activité de ce type n'a été programmée dans lesdits pays en 2018.							

Perspectives 2019	Une meilleure pénétration des marchés des pays émergents passe par la mise en place : - des centres d'excellence d'accompagnement pour l'arrimage des exportations camerounaises aux exigences des marchés extérieurs ; - des centres de stockage pour les produits périssables ; - d'un dispositif de surveillance au débarquement des produits à l'exportation ; - la mise en place des points de consommation des produits camerounais à l'étranger ; - la mise en place d'un système de veille commerciale ; - la mise en place d'un dispositif de maîtrise et de diffusion des informations des filières.
-------------------	---

Action 05 ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHE DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)

La valeur du 2^{ème} indicateur qui n'excède pas 1% s'explique par le fait que son calcul s'appuie essentiellement sur le ratio de la valeur des exportations d'un nombre réduit de modestes entreprises ayant participé aux foires et une base pas trop large de l'ensemble des exportateurs nationaux.

Le troisième indicateur mesure l'effet de l'octroi des agréments CEMAC/CEEAC à travers l'évolution du taux des exportateurs. La délivrance des agréments qui ne dépend pas exclusivement du Ministère du Commerce n'est pas toujours annuelle, d'où un risque de stagnation de la valeur de l'indicateur.

OBJECTIF	Conquérir de nouveaux débouchés dans la Sous-Région Afrique Centrale et le reste du continent;							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des opérateurs ayant exporté vers les marchés africains au terme de leur participation aux JEC ou foires dans les pays cibles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE I1 : 66,20%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		18.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		25.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		I1 : 29,79%					
Indicateur	Intitulé:		Part des exportations vers les marchés africains des entreprises ayant pris part aux JEC ou foires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE I2 : 24,55%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		0.47999998927116394					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		0.5199999809265137					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		I2 : 12,77%					
Indicateur	Intitulé:		Proportion des opérateurs bénéficiaires des agréments au régime préférentiel CEMAC et/ou CEEAC ayant exporté				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE I3 : 39,8 %	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		45.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		75.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		I3 : 47,75%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	358 733 000	358 733 000	220 661 147	220 661 147	220 661 147	220 661 147	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La croissance a été tirée par les grandes économies que sont le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Angola grâce aux cours relativement stables des matières premières. Malgré tout, le développement de l'industrie est resté laborieux, d'où la très forte tendance à recourir aux importations des produits manufacturés en provenance de la Chine et d'autres pays asiatiques. Soutenu par des marchés financiers, le commerce a poursuivi son expansion, même si la part des échanges intracontinentaux aura été de 15 % en Afrique contre environ 47 % en Amérique, 61 % en Asie et 67 % en Europe.							

	En outre il convient de signaler en ce qui concerne la consommation, la stagnation du pouvoir d'achat des ménages dû à un marché du travail peu dynamique, incapable d'absorber les nouveaux arrivants.
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Six (06) secteurs d'activités les plus représentatifs des économies de la CEMAC ont participé à la Foire Transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC) à Kyé-Ossi, au mois de juin 2018, et - les opérateurs économiques camerounais ont noué cent (100) contacts d'affaires avec ceux des autres pays de la CEMAC; - Neuf (09) contacts d'affaires ont été noués entre opérateurs économiques camerounais et nigériens pendant la Foire de Lagos, au Nigéria, en novembre 2018; - Huit (08) contacts d'affaires noués entre opérateurs économiques camerounais et nigériens au cours de la Foire d'ABUJA, au Nigéria; - Onze (11) contacts d'affaires noués entre opérateurs économiques camerounais et algériens à l'occasion de la tenue de la Foire Internationale d'Alger, en Algérie (FIA); - Vingt-un (21) personnels des services déconcentrés du MINCOMMERCE localisés dans trois (03) départements ont pris part au séminaire de renforcement des capacités sur la dématérialisation des procédures du commerce extérieur.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Au regard des ressources budgétaires disponibles, l'accent a été essentiellement mis sur l'Afrique Centrale et le reste du continent africain, avec pour principale conséquence, un dépassement de la cible estimée au niveau des indicateurs 2 et 3. Le taux de réalisation à 3 et 4 chiffres observé au niveau des indicateurs sus-indiqués s'explique par une cible qui s'est révélée peu ambitieuse à l'épreuve de la réalité des échanges commerciaux intra-africains souvent marquée par des obstacles tarifaires et non tarifaires importantes.
Perspectives 2019	Pour l'amélioration un meilleur apport du commerce extérieur au développement de l'économie nationale, il est prévu dans le cadre de cette action : - le renforcement des capacités des opérateurs économiques camerounais dans l'optique de profiter des opportunités de marché qu'offrira la mise en place de la Zone Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF); - la mise sur pied des centres d'excellence d'accompagnement pour l'arrimage des exportations camerounaises aux exigences des marchés extérieurs ; - la construction des marchés transfrontaliers ; - la construction des centres de stockage pour les produits périssables ; - la mise en place d'un dispositif de surveillance au débarquement des produits à l'exportation ; - la mise en place d'un système de veille commerciale ; - la mise en place d'un dispositif de maîtrise et de diffusion des informations des filières

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 287

RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR

Responsable du programme

NDAH Née NJI NKEMBOH MIRABEL
Directeur du Commerce Intérieur

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Programme n° 287, intitulé « Régulation du Marché intérieur », vise à structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence. Ce programme qui est placé sous la responsabilité de **Madame NDAH épouse NJI NKEMBO Mirabel, Directeur du Commerce Intérieur**. Pour sa mise en œuvre, le Programme de Régulation du Marché Intérieur s'appuie sur les acteurs institutionnels ci-après :

- **la Direction de la Métrologie, de la Qualité et des Prix**, chargée entre autres : **(i)** de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation et de la réglementation sur la métrologie et les prix, en liaison avec la Division des Affaires Juridiques; **(ii)** du suivi de l'élaboration des normes des instruments de mesure et de contrôle de qualité, en liaison avec les Administrations concernées **(iii)** du suivi de l'élaboration des normes de présentation et de conservation des produits de grande consommation, en liaison avec les administrations concernées ;
- **la Brigade Nationale des Contrôles et de la Répression des Fraudes**, chargée entre autres : **(i)** du suivi de l'application de la législation et de la réglementation sur le commerce, la concurrence, les prix, la métrologie, les produits subventionnés, les normes, la qualité et le service après-vente; **(ii)** de la centralisation de tous les procès-verbaux d'infractions établis par les unités de contrôle et de la répression des fraudes des services déconcentrés, **(iii)** du contrôle des stocks spéculatifs des produits, **(iv)** du contrôle des produits préemballés et assimilés; **(v)** de la prévention et de l'élimination des pratiques anticoncurrentielles ;
- la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation (MIRAP) qui est chargée de constituer des stocks régulateurs des produits de grande consommation et d'animer les marchés forains et les magasins témoins de vente desdits produits ;
- la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) qui, grâce à ses mécanismes de péréquation, contribue à rendre les produits pétroliers accessibles aux consommateurs, et sur l'ensemble du territoire national ;
- la Commission Nationale de la Concurrence (CNAC) dont les missions consistent à : **(i)** examiner et émettre un avis sur toutes questions relatives à la politique de la concurrence au Cameroun notamment, sur les projets de textes législatif et réglementaires susceptibles d'influencer l'exercice de la concurrence sur le marché intérieur, **(ii)** rechercher, contrôler et, le cas échéant, poursuivre et sanctionner les pratiques anticoncurrentielles définies dans la loi N° 98/013 DU 14 juillet 1998 relative à la concurrence, **(iii)** apporter l'expertise et l'assistance nécessaire à la prise des décisions de justice en matière de concurrence.

OBJECTIF	Structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'assainissement du marché intérieur
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	64.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	70.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 4 292 820 000	CP 4 267 820 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDAH NêE NJI NKEMBOH MIRABEL, Directeur du Commerce Intérieur	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme de régulation du marché intérieur s'est effectué dans un contexte marqué par :

- la porosité des frontières avec pour effets induits, la contrebande et la forte présence sur le marché domestique, des produits contrefaisants et/ou impropres à la consommation ;
 - l'insuffisance de l'offre des produits locaux ;
 - l'insécurité aux frontières, notamment dans les Régions de l'Extrême-Nord, l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
 - la recrudescence des incendies dans les places commerciales ;
 - la prolifération des hypermarchés, supermarchés et superettes ;
 - la multiplicité des plateformes privées d'e-commerce ;
- le développement de l'infrastructure internet et la réduction des coûts d'accès.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	I1 : 71,25% (Taux d'assainissement du marché intérieur)	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	120,8%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 4 282 298 919	CP 4 257 298 919
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 10 521 081	Ecart CP 10 521 081
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 4 255 348 856	CP 4 255 348 856
TAUX DE CONSOMMATION	99,95 %	99,95 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Cette bonne performance sur le plan technique s'explique par : - les nombreuses « opérations coups de poings » menées à la suite des cas de dénonciation d'infractions à la réglementation en matière de commerce et les descentes - l'utilisation optimale de quelques matériels existants ; - la densification des contrôles et plus précisément leur concentration sur certaines filières sensibles ;	

	- l'utilisation négociée du matériel des opérateurs agréés (métrologie) ; - la tenue mensuelle des Journées de la Consommation, ainsi que le déploiement dans les grandes surfaces commerciales du concept «Produit du mois» - l'opérationnalisation de nouveaux autres concepts en matière de manifestations foraines à l'instar de la « Rentrée Commerciale » et de la « Quinzaine de Noël.
PERSPECTIVES 2019	Dans la perspective de mieux encadrer l'activité commerciale au plan intérieur, il est prévu: • le développement des mécanismes d'alerte et de surveillance du marché domestique des produits de grande consommation ; • le renforcement des capacités des associations de défense des droits des consommateurs et des structures en charge de leur encadrement ; • la modernisation des mécanismes de contrôle et de répression des fraudes commerciales ainsi que de promotion de la saine concurrence ; • l'élaboration et la mise en œuvre d'une cartographie des besoins en infrastructures marchandes de stockage et de conservation des produits du cru ; • l'accompagnement des municipalités dans la mise en place des Comités d'Animation des Marchés ; • l'élaboration et l'opérationnalisation d'une stratégie d'approvisionnement bon marché des grandes agglomérations en produits de consommation de masse ; • l'orientation et la stimulation de la production domestique à travers la réalisation des enquêtes spécifiques sur les besoins et tendances de la consommation locale ; • la mise en place d'un portail de plateformes de commerce électronique pour la promotion des produits « Made in Cameroon » ; • l'appui à l'aménagement d'espaces et de lieux physiques permanents de commercialisation des produits locaux ; • l'organisation et supervision des foires et autres manifestations promotionnelles dédiées aux produits locaux ; • la modernisation de l'architecture métrologique nationale ; • le renforcement de l'infrastructure métrologique du Ministère du Commerce ; • la mise sur pied de l'infrastructure qualité comme outil de compétitivité des entreprises locales.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

La performance détaillée du programme ressort dans les réalisations des actions suivantes:

Action 01 LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES

Le dépassement de la cible s'explique par :

- les nombreuses « opérations coups de poings » menées à la suite des cas de dénonciation d'infractions à la réglementation en matière de commerce et les descentes ;
- la densification des contrôles et plus précisément leur concentration sur certaines filières sensibles.

OBJECTIF	Assainir le marché des produits de grande consommation								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'assainissement du marché intérieur				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 101,78 %		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		64.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		71,25%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	258 325 000	258 325 000	225 020 211	225 020 211	225 020 211	225 020 211	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'action d'assainissement a été menée dans un contexte dominé par l'insécurité dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où se trouvent d'importantes zones de production agricole, la montée des activités illégales aux frontières et ses effets sur la contrebande et la forte présence des produits contrefaisants et des produits impropres à la consommation sur le marché domestique.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	La lutte contre les pratiques commerciales illicites, aura précisément porté sur 16 532 contrôles d'établissements commerciaux qui ont débouché sur 29 696 sanctions infligées aux contrevenants dont 15 630 cas relevant des prix, du commerce et de la concurrence, 12 764 cas relatifs à la métrologie et 1 902 cas concernant la qualité et le service après-vente. En vue de la modernisation de la gestion des contrôles, un système de numérisation a été opérationnalisé.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le dépassement de la cible s'explique par : - les nombreuses opérations « coup de poing » menées à la suite des cas de dénonciation d'infractions à la réglementation en matière de commerce ; - la densification des contrôles et plus précisément leur concentration sur certaines filières sensibles.								
Perspectives 2019	Pour un meilleur assainissement du marché, il est prévu: - l'accélération de la modernisation des mécanismes de contrôle et de répression des fraudes commerciales ainsi que de promotion de la saine concurrence ; - le renforcement des capacités des personnels commis aux taches d'assainissement et de l'espace commercial et de la promotion de la saine concurrence.								

Action 02 AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

La mesure de la performance de cette action porte essentiellement sur l'évaluation de la mise en œuvre de la cartographie des marchés qui est la traduction des besoins des populations en infrastructures marchandes.

OBJECTIF	Réduire les pénuries des produits de grande consommation								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre de la cartographie des marchés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		47.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		58.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		58 %						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 915 440 000	2 890 440 000	3 136 065 085	3 111 065 085	3 136 065 085	3 136 065 085	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La réalisation de cette action s'est effectuée dans un contexte : - - d'insuffisance de l'offre des produits locaux ; - - d'insécurité aux frontières, notamment dans les Régions de l'Extrême-Nord, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; - - de recrudescence des incendies dans les places commerciales ; - - de prolifération des hypermarchés, supermarchés et superettes ; - de multiplicité des plateformes privées d'e-commerce.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Crédits transférés aux municipalités retenues en vue de la construction de onze (11) halles de marchés périodiques dans les dix (10) Régions du pays								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	la mesure de la performance de cette action porte essentiellement sur l'évaluation de la mise en œuvre de la cartographie des marchés qui est la traduction des besoins des populations en infrastructures marchandes.								
Perspectives 2019	- Une programmation plus efficiente de la construction des marchés et un meilleur suivi des marchés opérationnels - Etude en vue de l'élaboration d'un Programme National de Développement des Infrastructures Marchandes L'appui à la diversification de l'offre des grandes surfaces par la prise en compte des produits du cru								

Action 03 PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX

L'explosion du nombre de superettes voire de supermarchés a considérablement contribué à ralentir l'évolution du « taux de présence des produits locaux en grande surface », qui sert d'indicateur pour la mesure de la performance de cette action. Il en résulte un écart conséquent entre la cible projetée et le résultat atteint.

OBJECTIF	Accroître la consommation des produits locaux								
Indicateur	Intitulé:		Taux de promotion des produits locaux mis en marché				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 87,87 %		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		1.7000000476837158						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		3.299999952316284						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		2,9%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	530 491 000	530 491 000	421 890 180	421 890 180	421 890 180	421 890 180	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Pour la mise en route des activités de promotion de la consommation des produits locaux, il a fallu tenir compte desquels: - la hausse en valeur, des importations de poissons et crustacés (35,3%) ainsi que du froment (11,7%) ; - la baisse de 21,6% de la valeur des importations du riz ; - la forte présence sur le marché domestique du fait de la porosité des frontières, des produits contrefaisants ; - l'insuffisance de l'offre des produits locaux.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	07 journées de promotion de la consommation des produits locaux organisées (FIAC, N'DELICES, FIDD, FOMARIC, FESTIVAL MEDUMBA, SIALY, Fête du KANGA) 2 264 opérations de ventes promotionnelles des produits de grande consommation organisées dans 170 localités du territoire national avec le concours de 157 opérateurs économiques. A cela, il faut rajouter l'organisation mensuelle des «Journées de la Consommation», avec le concours de 23 entreprises en moyenne.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'explosion du nombre de superettes voire de supermarchés a considérablement contribué à renforcer la présence des produits locaux en grande surface, qui est une donnée essentielle pour la mesure de l'indicateur de performance de cette action. A cela, on peut rajouter l'existence de certains espaces d'exposition dans ces grandes surfaces dédiés aux produits made in Cameroon.								
Perspectives 2019	Pour mieux promouvoir la consommation des produits locaux, il est prévu : - l'élaboration et la mise en œuvre d'une cartographie des besoins en infrastructures marchandes de stockage et de conservation des produits du cru ; - l'accompagnement des municipalités dans la mise en place des Comités d'Animation des Marchés ; - l'élaboration et l'opérationnalisation d'une stratégie d'approvisionnement bon marché des grandes agglomérations en produits de consommation de masse ; - l'orientation et la stimulation de la production domestique à travers la réalisation des enquêtes spécifiques sur les besoins et tendances de la consommation locale ; - l'appui à l'aménagement d'espaces et de lieux physiques permanents de commercialisation des produits locaux ; l'organisation et supervision des foires et autres manifestations promotionnelles dédiées aux produits locaux.								

Action 04 Promotion de l'équité dans les transactions commerciales

Le dépassement de la cible dont la valeur est estimée sur la base des précédents résultats de l'action, s'explique aussi bien par la densification des contrôles métrologiques, que par le volume important des travaux de vérification d'instruments de mesures menées dans les établissements commerciaux et industriels.

OBJECTIF	Garantir l'exacte mesure dans la commercialisation des produits mis en marché								
Indicateur	Intitulé:		Proportion d'équité dans les transactions commerciales				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100,59%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		82.69999694824219						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		84.69999694824219						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		84,7%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	588 564 000	588 564 000	499 323 443	499 323 443	499 323 443	499 323 443	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La poursuite du démantèlement tarifaire issu de la mise en œuvre de l'APE, le début des négociations pour la signature en 2020 d'un nouvel accord ACP/UE, la perspective de l'entrée en vigueur de l'Accord instituant la ZLECAF, sont venus rappeler la nécessité de la mise en place d'une infrastructure /qualité, non seulement comme outil de conquête des marchés extérieurs, mais surtout en tant qu'élément essentiel du dispositif d'assainissement du marché intérieur. Il apparait dès lors primordial d'améliorer la qualité des infrastructures et des équipements métrologiques dont l'impact sur l'équité dans les transactions commerciales est indéniable. La tendance est d'ailleurs à l'adhésion et à davantage de collaboration avec certains organismes internationaux de métrologie (OIML, Institut Allemand de Métrologie, AFRIMET, CEMACMET, SMIIC etc.)								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-01 camion-étalon acquis avec gamme de masses complète; -14 520 instruments de grande, moyenne et petite portée ont fait l'objet de vérification; - 01 photocopieuse multifonctions et 01 relieuse électrique pour la modernisation de la production et de la diffusion de la mercuriale des prix; - 300 jeux de 03 tomes de la mercuriale des prix pour l'exercice produits; - 02 séminaires de renforcement de capacités opérationnelles des personnels en charge de la métrologie légale organisés sur la vérification des instruments de pesage à fonctionnement non automatique, le jaugeage des cuves et des récipients cylindriques verticaux. 01 application installée pour renforcer dispositif du le déploiement du système de gestion des recettes métrologiques (SYGERME).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le taux de réalisation de la cible s'explique aussi bien par la densification des contrôles métrologiques, que par le volume important des travaux de vérification d'instruments de mesures menées dans les établissements commerciaux et industriels.								
Perspectives 2019	- Modernisation de l'architecture métrologique nationale - Renforcement de l'infrastructure métrologique du Ministère du Commerce - Mise sur pied de l'infrastructure qualité comme outil de compétitivité des entreprises locales								

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 288

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR
COMMERCE

Responsable du programme

OMBALLA MAGELAN

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme est placé sous la responsabilité **du Secrétaire Général**. Sa mise en œuvre s'effectue, à travers :

- l'Inspection Générale;
- la Direction des Affaires Générales
- la Division des Affaires Juridiques ;
- la Division des Etudes, des Projets et des Statistiques ;
- la Sous-Direction de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ;
- la Sous-Direction de la Documentation et des Archives ;
- toutes les cellules directement rattachées au Secrétariat Général (Cellule de la Communication, Cellule Informatique, Cellule de la Traduction, Cellule de Suivi).

OBJECTIF	Améliorer le cadre et les conditions de travail	
Indicateur	Intitulé:	taux d'efficacité des programmes
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	72.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	87.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 4 228 324 000	CP 4 080 447 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	OMBALLA MAGELAN,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme « Gouvernance et Appui Institutionnel » s'est déroulée dans un contexte marqué par :

- la crise sociopolitique qui sévit dans les Régions du Sud-ouest et du Nord-Ouest et la persistance de l'instabilité sécuritaire aux frontières, notamment dans les Régions de l'Est et de l'Extrême-Nord, entraînant la baisse des recettes de l'Etat ;
 - l'effectif des personnels en constante progression, avec l'arrivée chaque année de nouveaux fonctionnaires ;
 - la prise en compte de la mesure gouvernementale contenue dans la lettre circulaire n° B 70/d-21/SG/PM, du 10 juin 2014, instruisant les Administrations d'acquérir des logiciels authentiques auprès des éditeurs et de s'assurer de leur mise à jour régulière ;
- les retards dans la mise à disposition des fonds issus des débloques, qui ne permettent pas le respect du timing des activités.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	89 %	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	113,3 %	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 781 168 787	CP 3 633 291 787
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 447 155 213	Ecart CP 447 155 213
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 334 013 574	CP 3 334 013 574
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	• Le début de l'opérationnalisation par les responsables, de nouveaux outils de reporting et de monitoring; • La bonne maturation des projets a permis d'en améliorer le taux d'exécution physique; • Poursuite de la mise en place du système d'information statistique.	
PERSPECTIVES 2019	- Densification du dialogue de gestion et opérationnalisation du contrôle de gestion ; - Nécessité de déploiement des outils de pilotage ; - Accélération de l'exécution des projets d'investissement publics afin d'éviter les virements et la forclusion des crédits en fin d'année ; - Dotation des services centraux en matériels roulant ; - Poursuite de la construction des bâtiments pour abriter les services déconcentrés; - Elaboration et implémentation du schéma directeur informatique.	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

La performance détaillée du programme ressort dans les réalisations des actions suivantes:

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

Utilisation optimale des outils de coordination et de suivi/évaluation existants.

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'utilisation des outils de performance				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98,15 %		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		85.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		95.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		93,25%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 099 096 000	1 099 096 000	972 752 034	972 752 034	972 752 034	972 752 034	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- l'effectif des personnels est en constante progression, avec l'arrivée chaque année de nouveaux fonctionnaires ; - les retards dans la mise à disposition des fonds issus des déblocages, qui ne permettent pas le respect du timing des activités.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	93,5 % des outils de performances prévus ont été utilisés (feuille de route, fiches de performance des services déconcentrés, rapports des services centraux, rapport annuel de performance).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Utilisation optimale des outils de coordination et de suivi/évaluation existants								
Perspectives 2019	- Appropriation par tous les responsables des Services centraux et déconcentrés, des nouveaux outils de management induits par l'avènement du budget-programme, à savoir : la charte ministérielle, le protocole de gestion, le dialogue de gestion, le tableau de bord de pilotage - Mise en place d'un dispositif de suivi mensuel de la Feuille de route ministérielle.								

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

Une meilleure maturation des projets a permis d'en améliorer le taux d'exécution physique.

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce								
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation physique des activités programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 102,53%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		71.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		86.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		88,18%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	99 100 000	99 100 000	89 418 917	89 418 917	89 418 917	89 418 917	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- la signature du programme économique et financier avec le FMI en 2017 visant à rétablir l'équilibre macroéconomique ; - le discours de fin d'année 2016 du Chef de l'État à la nation, prescrivant la réduction du train de vie de l'Etat ;								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Production de tous les documents de planification et de programmation requis (Rapport de la Chaîne des Résultats, document de Revue et Actualisation des Programmes, rapport de CDMT 2017-2019); - Finalisation de l'étude de faisabilité de la bourse des matières premières.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Une meilleure maturation des projets a permis d'en améliorer le taux d'exécution physique.								
Perspectives 2019	- Pilotage des études de maturation des projets - Appui à la refonte du contenu des programmes (objectifs, indicateurs, cibles, etc.) - Renforcement des capacités des personnels en matière d'élaboration de projet, de planification et de programmation.								

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

Les ressources budgétisées ont entièrement été utilisées pour le fonctionnement des services en charge du suivi de l'exécution budgétaire.

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution financière des activités programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		92.5					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		97.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		98%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	31 000 000	31 000 000	21 800 000	21 800 000	21 800 000	21 800 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Programme Economique, Financier, Social et Culturel du Gouvernement pour l'exercice 2018; - Circulaire n°001/C/MINFI du 02 janvier2018, portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des entreprises et établissements publics, des collectivités territoriales décentralisées et des autres organismes subventionnés, pour l'exercice 2018							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Suivi des procédures de passation de marché; - Suivi de l'exécution du budget de fonctionnement; - Production des rapports annuel, semestriel et trimestriel d'exécution physico-financière des projets de l'exercice 2018.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources budgétisées ont entièrement été utilisées pour le fonctionnement des services en charge du suivi de l'exécution budgétaire							
Perspectives 2019	Une plus grande sensibilisation des gestionnaires à la connaissance des procédures, en vue d'améliorer le rythme de consommation des crédits							

Action 04 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

Toutes les ressources affectées pour la réalisation de l'action ont été utilisées à cette fin.

OBJECTIF	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du système d'information statistique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 73,33%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		75.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		44 %					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	50 652 000	50 652 000	41 521 100	41 521 100	41 521 100	41 521 100	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Mise en œuvre des orientations de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2015-2020, et par conséquent, prise en compte des implications de la signature : - du Décret N° 2016 / 209 du 25 avril 2016 portant adhésion du Cameroun à la Charte Africaine de la Statistique, adoptée le 03 février 2009 à Addis Abeba en Ethiopie ; - du Décret N° 2016 /0895/PM du 03 mai 2016 rendant obligatoire l'utilisation de la nomenclature camerounaise d'activités et des produits. Ces évolutions qui n'ont pas d'incidence sur les objectifs de l'Annuaire Statistique sur le Commerce, ont nécessairement induit une nouvelle lecture des méthodes de collecte, de traitement et d'analyse des données.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Production de l'édition 2018 de l'annuaire statistique sur le commerce; - Actualisation régulière des informations sur la plateforme d'informations sur le commerce extérieur « Cameroon Trade Portal.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Toutes les ressources affectées pour la réalisation de l'action ont été utilisées à cette fin.							
Perspectives 2019	- Pérennisation de la production de l'annuaire statistique sur le commerce - Elargissement du système d'information statistique, notamment avec la mise en place d'un système d'information des marchés dans la Région de l'Extrême-Nord							

Action 05 AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le résultat obtenu s'explique par l'effet conjugué de l'obsolescence des équipements existants et du décalage entre le rythme d'accroissement des effectifs du personnel, et celui beaucoup moins rapide de l'acquisition du matériel.

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats								
Indicateur	Intitulé:		Proportion des personnels travaillant dans les conditions décentes.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 65%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		20.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		46%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 618 278 000	2 470 401 000	2 382 328 356	2 234 451 356	2 382 328 356	2 382 328 356	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les mesures de restrictions budgétaires limitent l'action du Ministère du Commerce qui souffre déjà d'un manque criard de moyens logistiques pour le déploiement des structures opérationnelles.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Délégations Régionales et Départementales du Commerce construites; - Délégations Régionales et Départementale du Commerce réfectionnées; - 92 ordinateurs acquis pour 46 Services Centraux et Déconcentrés; - Mobilier acquis pour les Services Centraux du MINCOMMERCE; - Séminaires de renforcement des capacités des personnels du Ministère organisés.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le résultat mitigé obtenu s'explique par l'effet conjugué de l'obsolescence des équipements existants et du décalage entre le rythme d'accroissement des effectifs du personnel, et celui beaucoup moins rapide de l'acquisition du matériel. Il n'a pas été possible, du fait du resserrement budgétaire des administrations publiques, de doter les services centraux et déconcentrés d'équipements adéquats au rythme souhaité.								
Perspectives 2019	Equiper des nouveaux locaux acquis pour les services centraux et construction des bâtiments pour les services déconcentrés.								

Action 07 DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

RAS.

OBJECTIF	Accroître qualitativement les ressources humaines								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du plan de formation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 52,5% (Proportion des personnels formés)		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		20.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Proportion des personnels formés 42%						
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du plan de formation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		20.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	89 500 000	89 500 000	72 195 000	72 195 000	72 195 000	72 195 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Lancement en avril 2018 par le MINFI, de l'opération Comptage Physique du Personnel de l'État (COPPE), d'où un renforcement du suivi des activités du fichier solde et plus de rigueur dans la délivrance des actes de carrière. Le renforcement des capacités techniques des personnels s'avère nécessaire, suite à l'évolution récente de l'environnement commerciale (Loi N° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun, Loi N° 2016/004 du 18 avril 2016 régissant le commerce extérieur au Cameroun et les textes liés à l'entrée en vigueur de l'APE et de la ZLECAf).								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Séminaires de renforcement des capacités des personnels centraux organisés; - Séminaires de formation à la préparation des CDMT par la DEPS organisés; - Ateliers de renforcement des capacités organisés dans les services déconcentrés du MINCOMMERCE.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'application intégrale du plan de formation s'est souvent heurtée à la modicité des moyens disponibles à cet effet.								
Perspectives 2019	- Mise à jour du plan de formation - Mise en œuvre du plan de formation								

Action 08 DÉVELOPPEMENT DES TIC

Le taux de réalisation technique nul s'explique par l'absence du schéma directeur, qui est l'outil de référence pour l'évaluation de l'avancée des TIC dans une structure.

OBJECTIF	Optimiser les échanges électroniques entre différentes structures du Ministère								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 55%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		30.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		33%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	44 448 000	44 448 000	43 438 135	43 438 135	43 438 135	43 438 135	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les exigences d'une gouvernance améliorée ont induit une informatisation accrue des services, d'où l'acquisition des logiciels de tableau de bord de pilotage des activités, de gestion des recettes métrologiques, de gestion numérisée des contrôles, etc.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraunts)	- Schéma directeur produit; - Site Web du ministère actualisé chaque mois; - Messagerie professionnelle mise en place.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraunts)	Le plein objectif n'a pas été atteint parce que le schéma directeur informatique qui oriente toute l'action relative au développement des TIC, n'a vu le jour qu'au cours de l'exercice 2018.								
Perspectives 2019	Accélération du processus de mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère du Commerce, qui est le document de stratégie du développement des TIC dans une organisation.								

Action 09 CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE

L'impossibilité, voire l'inopportunité de conduire des missions de contrôle et d'audit dans les Régions en crise malgré la programmation des activités y relatives.

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services au ministère								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'inspection des services				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 81,13%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		43 %						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	63 200 000	63 200 000	49 754 735	49 754 735	49 754 735	49 754 735	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le durcissement de la crise sociopolitique dans les Régions du Sud-ouest et du Nord-Ouest ainsi que la persistance de l'instabilité sécuritaire aux frontières à l'Extrême Nord et à l'Est ont entraîné un ralentissement de l'activité commerciale et par conséquent, un faible déploiement des services déconcentrés du MINCOMMERCE dans lesdites Régions.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les missions de contrôle et d'évaluation des services déconcentrés dans la Région du Centre, précisément dans les Départements du Mfoundi, de la Mefou et Akono, du Mbam et Inoubou ainsi que du Nyong et So'o. Les missions de contrôles et d'évaluation des performances qui ont été conduites, notamment dans les Délégations Départementales du Commerce ont permis d'atteindre un taux d'inspection global de 30 %. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la corruption, plusieurs réunions ont été tenues sur des thèmes divers.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'impossibilité, voire l'inopportunité de conduire des missions de contrôle et d'audit dans les Régions en crise malgré la programmation des activités y relatives								
Perspectives 2019	- Contrôle de l'activité et du fonctionnement des services et organismes sous-tutelle; - Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption.								

Action 10 CONSEIL JURIDIQUE

Les dépenses affectées à l'exécution des activités relevant de cette action ont été utilisées à cet effet.

OBJECTIF	Veiller au respect des lois, des règlements, des accords et conventions au Ministère								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'encadrement juridique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98,15%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		93.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		98.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		98,15 %						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	51 500 000	51 500 000	41 041 704	41 041 704	41 041 704	41 041 704	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Signature le 21 mars 2018 à Kigali, par quarante-quatre (44) pays africains dont le Cameroun, l'Accord créant la Zone de Libre Echange Continentale africaine (ZLECAf). Mise en application des recommandations de la 7ème session du Cameroon Business Forum (CBF), notamment celles visant à assurer : - la coordination du processus d'élaboration et de vulgarisation des Guides de l'Usager sur les procédures dématérialisées du commerce transfrontalier ; - la mise en place d'un e-portail dédié.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 98,15 % d'avis émis, de textes mis en forme et de cas de contentieux suivis - Recueil bilingue des textes juridiques du Ministère du Commerce élaboré - Travaux effectués en vue de l'élaboration du décret d'application de la Loi n° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun - Texte portant organisation et fonctionnement du Conseil National de la Consommation, relu								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources affectées à l'exécution des activités relevant de cette action ont été utilisées à cet effet.								
Perspectives 2019	Poursuite de l'encadrement juridique des services du Ministère du Commerce Elaboration du recueil des accords commerciaux dont le Camerounest partie								

Action 11 COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

Les dépenses affectées à l'exécution des activités relevant de cette action ont été utilisées à cet effet.

OBJECTIF	Accroître la visibilité des actions menées au Ministère								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'utilisation des canaux de communication				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100 %		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		100.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100 %						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	7 500 000	7 500 000	5 754 593	5 754 593	5 754 593	5 754 593	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La communication en 2018 au Ministère du Commerce a été appelée à relever des défis liés notamment à la promotion du made in Cameroun, par une intense activité de promotion des manifestations dédiées, notamment la Foire Internationale de Douala pour le Développement (FIDD), la Foire Musicale, Artistique, Industrielle et Commerciale (FOMARIC), la Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala (FIAC), N'DELICES etc...								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Toutes les activités majeures du Ministère ont fait l'objet d'une communication à travers les 04 canaux de diffusion que sont la radiodiffusion, la télévision, la presse écrite et Internet (couvertures des foires, réunions de concertations avec les opérateurs économiques, ateliers et séminaires, etc.)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources affectées à l'exécution des activités relevant de cette action ont été utilisées à cet effet.								
Perspectives 2019	Gestion de la communication en vue de donner de la visibilité à l'action du Ministère (média et hors média, marketing web) Gestion des relations publiques dans la perspective d'améliorer continuellement la perception du Ministère par l'opinion publique (journées portes ouvertes, soirées de gala, match de foot et autres activités grand public).								

Action 12 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Les dépenses affectées à l'exécution des activités relevant de cette action ont été utilisées à cet effet.

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires au ministère du Commerce								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'archivage des documents				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85,71%		
	Unité de mesure		ml						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		500.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		1200.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		740						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	74 050 000	74 050 000	61 164 213	61 164 213	61 164 213	61 164 213	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Tenue du 12 au 16 juin 2018d'une exposition sur le thème « Mémoire et patrimoine archivistique du Cameroun » L'organisation du 26 au 28 novembre 2018, par le Conseil International des Archives à Yaoundé, de la Journée Internationale des Archives sur le thème « Archives : Gouvernance, Mémoire et Patrimoine ».								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraunts)	- Appropriation par les responsables des services centraux, des textes encadrant la procédure d'élimination des documents - Collecte d'une documentation diversifiée dans les services ; - Organisation des réunions relatives à la validation de la procédure d'élimination des documents, à l'examen de ceux-ci, et à leur suppression effective.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraunts)	Les ressources affectées à l'exécution des activités relevant de cette action ont été utilisées à cet effet.								
Perspectives 2019	Reconstitution du répertoire des éléments de la documentation Acquisition du matériel informatique pour l'amélioration de la gestion des archives et de la documentation								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Le taux de consommation des crédits qui est de 91 % a aidé à la réalisation des projets et activités dont le taux d'exécution physique s'élève à 88,18 %, soit un taux d'efficacité des **programmes de l'ordre de 96,90 %**. De ce constat, il ressort que les ressources budgétisées ont effectivement été mobilisées en vue de l'atteinte de l'objectif global du Ministère du Commerce qui est de contribuer au développement des exportations, assurer la régulation du commerce intérieur et participer à l'assainissement de l'espace économique national.

3.2. LEÇONS APPRISES

Malgré la performance réalisée par le Ministère, des difficultés ont été relevées et ont permis de tirer un certain nombre d'enseignements :

- Les insuffisances relevées dans la remontée de l'information relative entre autres, à la construction des infrastructures marchandes nécessite l'amélioration du système d'information statistique du MINCOMMERCE et l'instauration d'un véritable dialogue de gestion ;

- la structuration de programme de développement des exportation n'ayant pas permis d'assurer au moyen d'indicateurs fiables et spécifiques, le suivi et l'évaluation de toutes activités budgétisées, il est opportun de mettre en place une chaîne de résultats plus cohérente ;

- les entreprises n'ayant pas toujours tiré meilleur partie de leur participation aux foires commerciales à l'étranger du fait de leur manque de professionnalisme et de leur faible capacité financière, il importe de développer des mécanismes d'accompagnement des exportateurs ;

- l'amateurisme des promoteurs des foires et salons nationaux et le faible impact de ceux-ci sur la promotion de l'activité commerciale nécessitent la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique à l'organisation desdites manifestations au Cameroun ;

- les exigences accrues des consommateurs camerounais en matière de qualité et la prolifération des associations de défense de droits y relatifs invitent à une gestion coordonnée des activités liées au consumérisme ;

- la multiplication des infrastructures modernes de commerce et le développement de la logistique nécessaire à leur fonctionnement, ont fait naître le besoin de renforcer dans les régions, les capacités des personnels chargés de l'exécution des travaux métrologiques ;

- la montée de la contrebande et la multiplication des fabriques clandestines de denrées de grande consommation induisent un renforcement des moyens modernes de lutte contre la présence des produits frauduleux sur le marché.

3.3. PERSPECTIVES 2019

Afin de continuer à asseoir la présence de nos produits sur le marché international, il importera :

Au plan extérieur, des efforts devront davantage être fournis pour :

- la mise sur pied des centres d'excellence d'accompagnement pour l'arrimage des exportations camerounaises aux exigences des marchés extérieurs;
- la mise à niveau du Laboratoire d'Analyse du cacao et du café aux Standards Internationaux;
- la construction des marchés transfrontaliers;
- la construction des centres de stockage pour les produits périssables;
- des équipements informatiques et des sources autonomes de production d'énergie ou des sources d'énergies renouvelables pour la dématérialisation des procédures d'inscription au fichier import/export;
- la production du visa technique à l'importation des instruments de mesure;
- la mise en place d'un dispositif de surveillance au débarquement des produits à l'exportation;
- le développement d'une Filière Cacao Fin au Cameroun;
- le développement d'une Filière Specialty Coffee au Cameroun;
- la mise en place des points de consommation des produits camerounais à l'étranger;
- la mise en place d'un système de veille commerciale;
- la mise en place d'un dispositif de maîtrise et de diffusion des informations des Filières.

Au plan intérieur, il s'agira de procéder à :

- l'équipement des unités de contrôle en matériels de travail
- la mise en place d'une centrale d'écoute
- la mise en place d'une base de données des opérateurs économiques
- la mise en place des systèmes de gestion informatisée des contrôles
- la mise en place des infrastructures de stockage des produits et matériels saisis
- la construction des halles de marché
- la mise en place d'un dispositif de traçabilité des produits de grande consommation
- la construction des complexes de Magasin Témoins de Vente
- l'acquisition des camions pour l'évacuation des produits des bassins de production vers les lieux de commercialisation
- la construction des bacs de stockage des produits pétroliers
- la construction des stations-services pilotes
- l'élaboration d'une base de données des produits manufacturés « made in Cameroun »
- la mise en place d'un portail de plateformes de commerce électronique
- l'appui au projet d'ouverture des espaces brand des produits made in Cameroon (MADIKA)
- l'extension du laboratoire du Ministère du commerce
- l'acquisition des équipements métrologiques
- l'équipement des marchés en instruments de mesure de référence